

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MERCREDI 14 MARS 2007

WOENSDAG 14 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 09 sous la présidence de Mme Dalila Douifi.

01 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "le report des paiements aux médiateurs de dettes" (n° 14407)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Fin 2006, les médiateurs de dettes ont tiré la sonnette d'alarme parce qu'ils n'avaient plus été payés depuis plusieurs mois par le Fonds de traitement du surendettement. Plusieurs ont même procédé à des mises en demeure.

Ils avaient appris que, pour des raisons budgétaires, le Fonds ne paierait plus de dossiers en 2006. En réponse à une question orale du 9 janvier 2007, la ministre a indiqué qu'une première série de factures serait payée pour fin janvier. Le Fonds serait en outre autorisé à maintenir dorénavant une position débitrice, ce qui lui permettrait de payer les factures dans des délais plus courts.

Or, il me revient qu'au moins une partie des factures n'ont toujours pas été payées. Est-il exact que le paiement prévu pour la période mai 2006-automne 2006 n'a toujours pas été effectué ? Quand le paiement promis sera-t-il réalisé ? Quand les autres factures seront-elles payées ? Quel montant a déjà été payé ? Quel montant global le Fonds doit-il payer pour 2006 ?

01.02 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Nous avons pris deux mesures : nous avons augmenté les cotisations des prêteurs et nous avons réformé le système par l'adoption de la loi du 27 décembre 2006.

Au début du mois de février 2007, plus d'un million d'euros d'arriérés ont été payés. Ces paiements concernent les dossiers introduits entre mai et juillet 2006. Ils ont pu être financés grâce aux recettes supplémentaires engrangées fin 2006.

Le règlement du solde des créances non payées aura lieu dès que nous aurons reçu les nouvelles cotisations. Les factures pour la période allant d'août à décembre 2006 pourront être payées en avril, soit dès la réception des nouvelles cotisations réclamées aux prêteurs. Le versement de ces nouvelles cotisations, pour un montant global d'environ 2,663 millions d'euros, est attendu dans le courant du mois de mars. Le montant des factures impayées pour la période août-décembre 2006 s'élève à plus de 2,3 millions d'euros.

01.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Les cotisations pour 2007 seront donc partiellement utilisées pour

régler des comptes de 2006. Cela ne posera-t-il pas de problèmes pendant le second semestre de 2007 ?

01.04 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Non, puisque le Fonds peut présenter un découvert jusqu'à 5 millions d'euros en 2007, ce qui nous permettra de procéder immédiatement aux paiements. Nous prévoyons également une baisse structurelle des dépenses grâce à la réforme du Fonds.

01.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Ce solde débiteur sera-t-il inscrit au budget de 2007 ?

01.06 Freya Van den Bossche, ministre (*en français*) : Non, il n'y a pas de conséquences budgétaires.

L'incident est clos.

Le développement des questions est suspendu de 14 h 24 à 15 h 20.

02 Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "les nouveaux problèmes causés par Citibank" (n° 14647)

02.01 Hans Bonte (sp.a-spirit) : Il est beaucoup question actuellement dans la presse de Citibank. Les droits des consommateurs sont un sujet qui nous tient à cœur. Chez Citibank, il semblerait que le consommateur se retrouve régulièrement du côté des plus faibles. Dans le passé, le département des Affaires économiques avait déjà, après une série de plaintes, attiré l'attention de la banque sur d'éventuels dysfonctionnements. L'Inspection économique semble bien être occupée à constituer un véritable dossier Citibank.

Pourquoi ce dossier a-t-il été ouvert ? Les services d'inspection ont-ils déjà constaté des infractions à la législation chez Citibank ? Quel est le calendrier prévu pour le traitement de ce dossier ?

02.02 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Comme tous les prêteurs, Citibank est soumise à un contrôle permanent de l'Inspection économique qui agit à la suite de plaintes mais procède également à des contrôles spontanés. Ceux-ci peuvent être généraux mais également plus concrets à la suite de campagnes de publicité des prêteurs.

Entre 2004 et 2006, 164 plaintes contre Citibank ont été examinées. Étant donné qu'il s'agit d'un nombre de plaintes relativement élevé, l'Inspection économique avait déjà mené une enquête approfondie fin 2004 pour vérifier si la banque respecte bien la loi de 1991 sur le crédit à la consommation. Dans le cadre de cette enquête, 140 procès-verbaux d'audition ont été dressés, ainsi que deux procès-verbaux d'avertissement et deux pro justitia.

Lorsque des infractions sont constatées dans des cas individuels, les sanctions civiles fixées par la loi sont appliquées. Je dois par ailleurs respecter le secret de l'enquête pénale. Je ne puis donc m'exprimer sur les constatations plus générales du service d'inspection.

La loi sur le crédit à la consommation prévoit un certain nombre de mesures visant à en assurer le respect. Si la banque ne répond pas à la proposition de payer une amende, le dossier est transmis au ministère public, ce qui s'est fait dans deux cas. Si les faits sont très graves, les procès-verbaux sont directement transmis au parquet.

Pour des faits non passibles d'une sanction pénale – par exemple, le non-respect de l'obligation d'information ou de prudence – le ministre de l'Économie peut retirer ou suspendre l'agrément du prêteur. L'enquête devra permettre de décider quelles mesures s'imposent.

02.03 Hans Bonte (sp.a-spirit) : Je souhaiterais consulter les chiffres sur papier.

Des mesures seront probablement nécessaires. L'enquête devra le confirmer. Quand celle-ci sera-t-elle terminée ? Chaque infraction est-elle communiquée individuellement à la banque et éventuellement suivie d'une sanction ou un inventaire des infractions est-il établi à un moment donné ? La licence peut apparemment être retirée également. Le ministre de l'Économie peut-il en décider sur une base autonome ? A-t-il l'intention de demander l'avis de la Commission bancaire ? Je l'interrogerai à ce sujet.

02.04 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Le ministre peut intervenir d'une manière autonome mais il est logique que l'on attende les résultats de l'enquête pénale. S'il s'avère que les faits sont graves, le service d'inspection n'hésitera pas à formuler une proposition en ce sens.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 29.

De vergadering wordt geopend om 14.09 uur en voorgezeten door mevrouw Dalila Douifi.

01 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "het uitstel van betalingen aan de schuldbemiddelaars" (nr. 14407)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Eind vorig jaar luiden de schuldbemiddelaars de alarmklok omdat ze al verschillende maanden niet meer betaald werden door het Fonds ter Bestrijding van Overmatige Schuldenlast. Enkelen gingen zelfs over tot ingebrekestelling.

Zij hadden te horen gekregen dat het Fonds geen dossiers meer zou uitbetalen in 2006 en dat daar begrotingsredenen voor bestonden. Naar aanleiding van een mondelinge op 9 januari 2007 antwoordde de minister dat een eerste reeks facturen tegen eind januari betaald zouden worden. Het Fonds zou voortaan ook een debettoestand mogen aanhouden om het toe te laten de facturen in het vervolg sneller te betalen.

Ik verneem echter dat minstens een deel van de facturen nog steeds niet betaald is. Klopt het dat de aangekondigde betaling voor de periode mei 2006-najaar 2006 nog niet plaatsvond? Wanneer zal de beloofde betaling gebeuren? Wanneer worden de overige facturen betaald? Hoeveel is er al betaald? Welk bedrag moet het Fonds in totaal uitkeren voor 2006?

01.02 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): We hebben twee maatregelen genomen: we hebben de bijdragen van de kredietgevers opgetrokken en we hebben het systeem hervormd met de wet van 27 december 2006.

Begin februari 2007 werd voor ruim 1 miljoen euro achterstalen uitbetaald. Het gaat om de dossiers van mei tot juli 2006. Deze betalingen werden gefinancierd uit de extra ontvangsten van eind 2006.

Het saldo van de onbetaalde vorderingen zal onmiddellijk na ontvangst van de nieuwe bijdragen worden betaald. De facturen voor de periode augustus tot december 2006 kunnen in april betaald worden, onmiddellijk nadat de nieuwe bijdragen bij de kredietgevers zijn opgevraagd. Die nieuwe bijdragen, voor een bedrag van ongeveer 2,663 miljoen euro, worden in de loop van de maand maart verwacht. Het bedrag van de nog te betalen facturen voor de periode augustus tot december 2006 bedraagt ruim 2,3 miljoen euro.

01.03 Servais Verherstraeten (CD&V): De bijdragen voor 2007 zullen dus deels gebruikt worden om rekeningen van 2006 te betalen. Zal dit geen problemen opleveren in de tweede helft van 2007?

01.04 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): Neen, want in 2007 mag het Fonds een debetsaldo tot 5 miljoen euro aanhouden. Op die manier garanderen we dat de betalingen onmiddellijk kunnen gebeuren. Bovendien verwachten wij dat de hervorming van het Fonds zal leiden tot een structurele daling van de uitgaven.

01.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Komt dat debetsaldo op de begroting van 2007 terecht?

01.06 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): Neen, er zijn geen budgettaire consequenties.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt onderbroken van 14.24 uur tot 15.20 uur.

02 Vraag van de heer Hans Bonte aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de nieuwe problemen veroorzaakt door Citibank" (nr. 14647)

02.01 Hans Bonte (sp.a-spirit): De problematiek bij Citibank krijgt veel aandacht in de pers. De consumentenrechten liggen ons na aan het hart. Bij Citibank lijkt die consument geregeld in het hoekje van de zwakste te zitten. Economische Zaken heeft, naar aanleiding van een reeks klachten, de bank in het verleden al attent gemaakt op een aantal mogelijke disfuncties. De Economische Inspectie lijkt werk te maken van een heus dossier-Citibank.

Waarom is dit dossier er precies gekomen? Hebben de inspectiediensten reeds inbreuken op de wetgeving vastgesteld bij Citibank? Wat is de timing van dit dossier?

02.02 Minister Freya Van den Bossche (Nederlands): Zoals alle kredietgevers wordt Citibank voortdurend gecontroleerd door de Economische Inspectie. Die treedt op naar aanleiding van klachten, maar voert spontaan ook controles uit. Dat kunnen algemene controles zijn, maar ook meer concrete naar aanleiding van reclamecampagnes van kredietgevers.

Tussen 2004 en 2006 werden 164 klachten tegen Citibank onderzocht. Omdat dit aantal nogal hoog ligt, startte de Economische Inspectie reeds eind 2004 een diepgaand onderzoek om na te gaan of de bank de wet van 1991 inzake het consumentenkrediet wel naleeft. In het kader van dat onderzoek werden 140 pv's van verhoor opgesteld, twee pv's van waarschuwing, twee pro justitia's.

Als in individuele gevallen overtredingen worden vastgesteld, worden de door de wet vastgelegde burgerlijke sancties geregeld toegepast. Voorts moet ik het geheim van het strafonderzoek vrijwaren. Ik kan over de meer algemene bevindingen van de inspectiedienst momenteel dus niets zeggen.

De wet op het consumentenkrediet voorziet in een aantal handhavingsmaatregelen. Als de bank niet ingaat op het voorstel tot het betalen van een geldboete, wordt het dossier aan het openbaar ministerie bezorgd, wat in twee gevallen ook gebeurde. Bij zeer ernstige feiten gaan de pv's rechtstreeks naar het parket.

Bij andere feiten, waar geen strafrechtelijke sanctie op staat – bijvoorbeeld het niet-naleven van de informatieplicht of voorzichtigheidsplicht – kan de minister van Economie de erkenning als kredietgever intrekken of opschorten. Het onderzoek zal uitmaken welke gepaste handhavingsmaatregelen moeten worden genomen.

02.03 Hans Bonte (sp.a-spirit): De cijfers zou ik graag eens op papier bestuderen.

Handhavingsmaatregelen zullen wellicht nodig zijn. Het onderzoek zal dat moeten bevestigen. Wanneer zal het onderzoek afgerond zijn? Wordt elke afzonderlijke inbreuk aan de bank gemeld en eventueel door een sanctie gevolgd of komt er op een bepaald moment een inventaris van inbreuken? Blijkbaar kan ook de licentie ingetrokken worden. Kan de minister van Economie daar autonoom over beslissen? Is hij van plan het advies van de Bankcommissie te vragen? Ik zal hem daarover een vraag stellen.

02.04 Minister Freya Van den Bossche (Nederlands): De minister kan autonoom optreden, maar het is logisch dat men de resultaten van het strafonderzoek afwacht. Als dan blijkt dat de feiten erg zwaarwichtig zijn, zal de inspectiedienst niet aarzelen om een voorstel in die richting te formuleren.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.29 uur.